

Mathieu Dubois et Renaud Meltz (dir.)

De part et d'autre du Danube

L'Allemagne, l'Autriche et les Balkans
de 1815 à nos jours

Mélanges en l'honneur
du professeur Jean-Paul Bled

ISBN de ce PDF :
979-10-231-0881-1



ISBN des tirés à part :

CRM72 · De part et d'autre du Danube (PDF complet)	979-10-231-0865-1
CRM72 · Introduction. Jean-Paul Bled, historien des Mondes germaniques en Sorbonne · Rainer Hudemann	979-10-231-2674-7
CRM72 · I.1 L'idée slave et les Croates au XIX ^e siècle · Edi Miloš	979-10-231-0866-8
CRM72 · I.1 Un grand acteur oublié de la scène autrichienne : le comte Anton von Prokesch-Osten · André Reszler	979-10-231-0867-5
CRM72 · I.1 La Bosnie-Herzégovine entre l'Autriche et la Hongrie (1878-1914) · Philippe Gelez	979-10-231-0868-2
CRM72 · I.1 L'action politique de l'Autriche-Hongrie chez les Albanais dans le <i>Vilayet</i> du Kosovo (Une analyse française de 1902) · Dušan T. Bataković	979-10-231-0869-9
CRM72 · I.1 Les officiers-conjurés serbes : 1903-1914. Programme et convictions politiques · Vojislav Pavlović	979-10-231-0870-5
CRM72 · I.1 Montenegro and the Central Powers 1915-16 · Lothar Höbelt	979-10-231-0871-2
CRM72 · I.2 Influences diplomatiques, cultures et mémoire dans un espace en recomposition au XX ^e siècle · Jean-Noël Grandhomme	979-10-231-0872-9
CRM72 · I.2 Les répertoires français, allemand et autrichien sur les grandes scènes roumaines. Le cosmopolitisme d'une culture nationale (1919-1940) · Georgiana Medrea	979-10-231-0873-6
CRM72 · I.2 Aspects de la Résistance française en Roumanie après 1940. Diplomates, enseignants et écrivains · Ana-Maria Stan	979-10-231-0874-3
CRM72 · I.2 François-Joseph en Hongrie : un lieu de mémoire ? · Catherine Horel	979-10-231-0875-0
CRM72 · II.1 Naissance de la germanophobie française ? L'opinion publique et la crise de 1840 · Renaud Meltz	979-10-231-0876-7
CRM72 · II.1 Bismarck et l'Europe. De la mission Alvensleben à la mission Radowitz · Stéphanie Burgaud	979-10-231-0877-4
CRM72 · II.2 Un génie de la prévision : Jacques Bainville dans <i>Les Conséquences politiques de la paix</i> · Zoltan Bécsi	979-10-231-0878-1
CRM72 · II.2 L'Allemagne de Martin Heidegger, ou le patriotisme d'un philosophe apolitique (1889-1933) · Guillaume Payen	979-10-231-0879-8
CRM72 · II.2 Du poids de l'intérêt matériel dans l'adhésion au nazisme. Réflexions autour des thèses de Götz Aly, à travers le cas de la politique d'aide sociale de la SS · David Gallo	979-10-231-0880-4
CRM72 · II.2 Julius Berger (1862-1943) : un entrepreneur allemand et la France · Dominique Barjot	979-10-231-0881-1
CRM72 · II.3 La RFA et les premières communautés européennes · Christophe Réveillard	979-10-231-0882-8
CRM72 · II.3 L'Allemagne et de Gaulle : l'approche de Willy Brandt · Benedikt Schoenborn	979-10-231-0883-5
CRM72 · II.3 Les partis politiques au défi de « 68 » en RFA et en France · Mathieu Dubois	979-10-231-0884-2
CRM72 · Entretien avec Jean-Paul Bled	979-10-231-0885-9
CRM72 · Portrait de Jean-Paul Bled · par Emmanuel Leroy Ladurie	979-10-231-2675-4
CRM72 · Bibliographie de Jean-Paul Bled	979-10-231-2676-1

DE PART ET D'AUTRE DU DANUBE

collection dirigée par Dominique Barjot & Lucien Bély

Dernières parutions

- Introduction aux discours coloniaux*
Norbert Dodille
- « C'est moy que je peins ». *Figures de soi à l'automne de la Renaissance*
Marie-Clarté Lagrée
- Des saints d'État ? Politique et sainteté au temps du concile de Trente*
Florence Buttay
& Axelle Guillausseau (dir.)
- Représenter le Roi ou la Nation ? Les parlementaires dans la diplomatie anglaise*
Stéphane Jettot
- L'Union du Trône et de l'Autel ? Politique et religion sous la Restauration*
Mathieu Brejon de Lavergnée
& Olivier Tort (dir.)
- Pierre Chaunu, historien*
Jean-Pierre Bardet, Denis Crouzet et Annie Molinié-Bertrand (dir.)
- Les Frères d'Eichtal. Gustave, saint-simonien et Adolphe, financier pionnier des chemins de fer*
Hervé Le Bret
- L'Entreprise et sa mémoire. Mélanges en l'honneur de Maurice Hamon*
Didier Bondue (dir.)
- La Faveur et la Gloire. Le maréchal de Bassompierre mémorialiste (1579-1646)*
Mathieu Lemoine
- Chrétiens et Ottomans de Malte et d'ailleurs*
Alain Blondy
- Le Corps des esclaves de l'île Bourbon. Histoire d'une conquête*
Prosper Ève
- Les Maîtres du comptoir : Desgrand père & fils. Réseaux du négoce et révolutions commerciales (1720-1878)*
Jean-François Klein
- Frontières religieuses dans le monde moderne*
Francisco Bethencourt
& Denis Crouzet (dir.)
- La Politique de l'histoire en Italie. Arts et pratiques du réemploi (xive-xiive siècle)*
Caroline Callard, Élisabeth Crouzet-Pavan & Alain Tallon (dir.)
- Les Habsbourg et l'argent. De la Renaissance aux Lumières*
Jean Bérenger
- Cités humanistes, cités politiques (1400-1600)*
Denis Crouzet, Élisabeth Crouzet-Pavan & Philippe Desan (dir.)
- Histoire du multilatéralisme. L'utopie du siècle américain de 1918 à nos jours*
Régine Perron
- Aluminium. Du métal de luxe au métal de masse (xixe-xxie siècle)*
From precious metal to mass commodity (19th-21st century)
Dominique Barjot
& Marco Bertilorenzi (dir.)
- Les Stratégies de l'échec. Enquêtes sur l'action politique à l'époque moderne*
Marie Barral-Baron, Marie-Clarté Lagrée & Mathieu Lemoine (dir.)
- Partager le monde. Rivalités impériales franco-anglaises (1748-1756)*
François Ternat

Mathieu Dubois & Renaud Meltz (dir.)

De part et d'autre du Danube

L'Allemagne, l'Autriche et les Balkans,
de 1815 à nos jours

Mélanges en l'honneur du professeur Jean-Paul Bled



Ouvrage publié avec le concours de l'UMR 8596 Centre Roland Mousnier,
et du Conseil scientifique de l'université Paris-Sorbonne

Les PUPS, désormais SUP, sont un service général
de la faculté des Lettres de Sorbonne Université

© Presses de l'université Paris-Sorbonne, 2015
ISBN de l'édition papier : 978-2-84050-997-4

Mise en page : Emmanuel Marc DUBOIS, Issigeac
d'après le graphisme de Patrick VAN DIEREN

Version numériques et tirés-à-part :
© Sorbonne Université Presses, 2022
Adaptation numérique : Emmanuel Marc Dubois/3d2s

SUP

Maison de la Recherche
Sorbonne Université
28, rue Serpente
75006 Paris

sup@sorbonne-universite.fr

sup.sorbonne-universite.fr

SECONDE PARTIE

**L'Allemagne de Jean-Paul Bled :
de la Confédération germanique
à la République de Berlin**

De la République de Weimar
au III^e Reich

JULIUS BERGER (1862-1943) :
L'ASCENSION ET LA CHUTE D'UN GRAND ENTREPRENEUR
JUIF ALLEMAND DE L'ÉPOQUE DE WEIMAR

Dominique Barjot

Julius Berger a légué son nom à la seconde plus importante entreprise allemande de construction d'aujourd'hui : Bilfinger Berger, encore seizième contractor mondial par son activité internationale¹.

Tableau 1 – Bilfinger Berger, l'un des plus grands entrepreneurs mondiaux des secteurs de la construction

2014	2013	Entreprises	Chiffre d'affaires à l'international (2013, milliards d'US\$)
1	1	Grupo ACS (Espagne)	44,0
2	2	Hochtief (Allemagne)	34,8
3	3	Bechtel (USA)	23,6
4	4	Vinci (France)	20,3
5	5	Fluor Corp. (USA)	16,8
6	6	Strabag SE (Autriche)	15,4
7	7	Bouygues (France)	14,8
8	9	Skanska (Suède)	14,1
9	10	China Communications Construction Group Ltd (Chine)	13,2
10	11	Technip (France)	12,2
11	8	Saipem (Italie)	12,1
16	16	Bilfinger Berger (Allemagne)	6,9

Source : 2014 ENR Top 2050.

Le groupe Bilfinger Berger résulte d'une fusion réalisée sous l'égide de la Dresdner Bank, alors actionnaire principal, entre trois groupes : Grün und Bilfinger AG ; Julius Berger AG ; Bauboag². La première société fut fondée

- 1 Dominique Barjot, « Problematics and First Results », *Revue française d'histoire économique – The French Economic History Review*, n° 1, « The Construction Industry in the XXth Century: an International Interfirm Comparison », dir. Dominique Barjot, septembre 2014, p. 10-39 ; « “Why was the world construction industry dominated by European leaders?” The development of the largest European firms from the late 19th to the early 21st centuries », *Construction History International Journal of the Construction History Society*, n° 3, 2013, p. 89-114.
- 2 *From Construction Company to Multi Service Group. 1880-2005, 125 years Bilfinger Berger*, Mannheim, Bilfinger Berger AG, 2005, p. 18.

en Lorraine en 1880, s'établit de façon définitive à Mannheim en 1886, et adopta la forme de société anonyme (AG ou *Aktien Gesellschaft*) dès 1906. La deuxième, Julius Berger, fut créée en Prusse en 1890, devint AG en 1905, peu de temps avant de se doter d'un siège social à Berlin en 1910. Elle y côtoya désormais la troisième, la Berlinische Bodengesellschaft, née aussi en 1890, mais à Berlin. La fusion s'effectua en deux étapes : dès 1969, entre Julius Berger AG et Bauboag AG, établies respectivement à Wiesbaden, depuis 1948, et à Düsseldorf, depuis 1955 (sous la forme d'une société anonyme par actions, d'où l'adoption de la raison sociale BOAG), avec pour résultat la constitution de Julius Berger-Bauboag AG basée à Wiesbaden ; en 1975, une nouvelle fusion intervint entre Grün & Bilfinger AG et Julius Berger-Bauboag AG afin de former Bilfinger + Berger Bauaktiengesellschaft, établie à Mannheim et devenue Bilfinger Berger AG en 2001³.

240

L'entreprise absorbante a été Grün & Bilfinger, mais si le nom de Berger a subsisté, c'est à la personnalité de Julius Berger qu'on le doit⁴. Mort en camp de concentration en 1943, cet entrepreneur symbolise mieux que quiconque la réussite du capitalisme juif dans l'Allemagne de Weimar⁵. Fils d'un charretier, mais devenu l'un des gros employeurs de Berlin, il fut sans aucun doute l'un des plus grands entrepreneurs de travaux publics de cette époque de Weimar, tout en incarnant un certain courant du monde des affaires favorable à la reconstruction de l'Europe sur la base d'une réconciliation franco-allemande.

LA PERCÉE D'UN ENTREPRENEUR JUIF À L'ÉPOQUE WILHELMIENNE

Julius Berger naquit le 22 septembre 1862 à Zampelberg, dans la province prussienne de Prusse occidentale. Son père, Baruch Berger, était charretier. En troisième mariage, il avait épousé Dora Werner. Ensemble, ils élevèrent quinze enfants issus des trois mariages dont les plus âgés durent émigrer en Amérique⁶. Zampelburg était alors une petite ville d'à peine 3 000 habitants, dont environ 25 % de juifs (contre 2 % pour la province de Prusse occidentale dans son ensemble). La communauté juive de Zampelburg y cultivait sa tradition, autour d'une synagogue édifiée en 1734, lorsque la région appartenait

3 *Ibid.*, p. 2-3.

4 Bernhard Stier et Martin Krauss, *Drei Wurzeln, ein Unternehmen, 125 Jahre-Bilfinger Berger AG, Heidelberg/Basel*, Institut für Unternehmensgeschichte, 2005, p. 168-209. Ces pages traitent de l'histoire de Julius Berger sous le titre « Die Julius Berger Tiefbau AF. Aus Westpreussen in die Reichshauptstadt ». Cet ouvrage se fonde sur les archives de Bilfinger, de la Dresdner Bank et celles du Bundesarchiv de Berlin. La présente étude doit beaucoup à ce livre.

5 Werner E. Mosse, *Jews in the German Economy. The German Jewish Economic Elite 1820-1935*, Oxford, thèse de l'université d'Oxford, 1987.

6 Julius Berger, *Meine Lebenserinnerungen*, Berlin, Gebundene Ausgabe, 1933, p. 7.

encore à la Pologne. Au milieu du XIX^e siècle, les juifs ouest-prussiens étaient surtout actifs dans le commerce (50,2 %), dans l'artisanat (21,5 %), le service domestique (10,2 %) ou comme journaliers (7,9 %)⁷. Baruch Berger y exerçait une profession peu courante, à savoir le transport de marchandises destinées aux foires de Leipzig et de Francfort-sur-Oder. Il est vrai que la gare de chemin de fer la plus proche se trouvait à environ 45 km de Zempelburg jusqu'en 1870 ; après cette date, la distance ne fut plus que de 20 km. L'entreprise prospérait donc.

L'ascension sociale d'un fils du peuple

Julius Berger fit peu d'études. Il suivit les six premières classes à l'école municipale de Zempelburg, puis un temps dans une école privée⁸. Son père n'ayant pu, faute d'argent, l'envoyer au lycée, Julius Berger devint apprenti. Dès 1875, il était à Berlin, où il resta trois ans dans des conditions plutôt misérables. Il y travailla auprès d'un marchand de cuir en gros, près de l'Alexanderplatz. Si le vivre et le couvert lui étaient assurés chez une tante, il y vivait dans une cave avec cinq autres enfants. Encore d'âge scolaire, il fréquentait les cours du soir de la Ligue des marchands de Berlin. Il y découvrit le métier de commerçant.

En 1878, Julius Berger revint à Zempelburg pour seconder son père⁹. Bien que conducteur, il s'initia aux finances de l'affaire. Conscient du caractère à peine viable de l'activité paternelle, il obtint pour l'affaire familiale la commande de pierre et graviers à transporter en sus des céréales. C'est ainsi qu'il découvrit la construction des routes. En 1890, il se lança dans cette nouvelle activité avec la réalisation d'une petite chaussée de 2 km, tout en demeurant transporteur à titre principal. En 1892, il obtint le marché de la construction d'une ligne de tramway raccordant Zempelburg à la ligne de chemin de fer principale. Ce fut le début de sa réussite en tant qu'entrepreneur de travaux publics : au terme de l'affaire, il disposait de 30 000 marks¹⁰. Il exécuta des chantiers en Poméranie, en Poznanie, en Prusse orientale et occidentale : parmi les quinze réalisés jusqu'en 1905, il y eut notamment le lot de 1,5 km route de Kulmsee à Marienburg (1901-1902)¹¹.

Confrontée à des besoins croissants de capital, l'entreprise devait se transformer en société anonyme par actions. Mais les motifs personnels comptaient aussi beaucoup pour Julius Berger. En 1899, son fils Bruno mourut au terme d'une longue maladie. Craignant de se trouver incapable de travailler pour raisons

7 Max Aschkewitz, *Zur Geschichte der Juden in Westpreussen*, Marburg, Lahn, 1967, p. 25, 83 et 106.

8 B. Stier et M. Krauss, *Drei Wurzeln, ein Unternehmen*, op. cit., p. 170.

9 *Ibid.*, p. 170.

10 J. Berger, *Meine Lebenserinnerungen*, op. cit., p. 24.

11 *Ibid.*, p. 29.

de santé, Julius Berger envisageait même de céder, de liquider ou de vendre son affaire. Sur une proposition du banquier Louis Aronsohn de Bromberg, il décida de franchir le pas. Grâce à Aronsohn, il fit appel à une maison de banque de Schaaffhausen, le Bankverein¹². Le 18 décembre 1905 se constituait ainsi la Julius Berger Tiefbau-Aktien Gesellschaft ou JBTAG. Autour de Julius Berger se trouvaient ainsi associés l'*Oberbürgermeister* de Berlin-Wilmersdorf Alfred Kreidel, un directeur de banque, Martin Friedländer, le procureur Günther Detring, ainsi qu'Aronsohn et le Bankverein de Schaaffhausen. Le capital était ainsi constitué :

Tableau 2 – Les actionnaires de JBTAG en 1905 et 1909 (en % du total)¹³

	1905	1909
Julius Berger	99,6	
Louis Aronsohn	0,1	
Alfred Kreidel	0,1	
Martin Friedländer	0,1	
Günther Detring	0,1	
A. Schaaffhausenscher Bankverein		25,0
Bankhaus M. Stadthagen		25,0

Source : Bilfinger Berger Archiv

Le capital initial se montait à 1 million de marks dont 96,6 % sous forme d'un apport de l'entreprise. Les apports étaient rémunérés en actions du conseil de surveillance (*Aufsichtsrat*), composé à l'origine de Louis Aronsohn, Alfred Kreidel et Martin Friedländer, Julius Berger étant le seul membre du directoire (*Vorstand*).

Dans la transformation de son entreprise en SA, Julius Berger avait accordé une option de 50 % du capital aux banques¹⁴. Elle se réalisa en octobre 1909 au profit du Bankverein et de la banque Stadthagen, Louis Aronsohn restant un actionnaire secondaire. Au sein du conseil de surveillance, la première banque était représentée par Hugo Hartung, le directeur de sa filiale de Berlin. Au 21 octobre 1909, le capital de l'entreprise fut élevé jusqu'à 1,5 millions de marks, les deux banques sollicitant en contrepartie l'introduction en bourse. Le 21 avril 1910, à l'occasion de l'admission à la cote de la bourse, elles cédèrent leurs actions, réalisant une belle plus-value : acquises au cours de 130 (pour un nominal de 100 marks), elles furent vendues 240 (marks). Consécutivement, la part de Julius Berger tombait à 16,6 % du nouveau capital. Des augmentations ultérieures furent réalisées en 1911 et 1912, le capital passant alors à 2 puis

¹² *Ibid.*

¹³ B. Stier et M. Krauss, *Drei Wurzeln, ein Unternehmen*, op. cit., p. 173.

¹⁴ *Ibid.*, p. 173-174.

4 millions de marks et voyant l'arrivée comme actionnaire de la Banque Fromberg & Co. Le capital demeura dès lors inchangé jusqu'à la période d'inflation des années 1920.

JBTAG : une grande entreprise berlinoise

La construction du réseau ferroviaire de la province est de la Prusse s'était achevé en 1905. L'implantation à Berlin s'imposait, du fait notamment des besoins de l'urbanisation et de l'industrialisation. En avril 1904, le conseil de surveillance décida la création d'un bureau de construction à Berlin¹⁵. Un an plus tard, l'entreprise obtint les travaux d'élargissement à quatre voies du chemin de fer de Berlin-Hermsdorf à Berlin-Bernau pour un montant de 2,7 millions de marks. En 1907 s'y ajoutèrent un chantier ferroviaire à Hanovre et un autre dans le Schleswig-Holstein, pour un montant total de 1,6 millions de marks. En octobre 1908, Julius Berger fit admettre au conseil de surveillance le principe d'un déménagement à Berlin, réalisé en mars 1910, tout près du Zoologischer Garten¹⁶.

L'installation à Berlin marquait le point de départ d'une nouvelle phase de développement de l'entreprise. Se tournant vers l'ouest où les marchés étaient plus importants, mais aussi la concurrence plus forte, celle par exemple de Grün und Bilfinger ou de Dyckerhoff und Widmann¹⁷. En outre, il convenait d'élargir les compétences techniques de l'entreprise et d'embaucher des collaborateurs ayant reçu une formation académique de Bauingenieur (ingénieur en construction)¹⁸. En même temps, grâce à sa disposition au centre du réseau ferroviaire du Reich, Berlin permettait une offensive commerciale vers l'ouest et le sud de l'Allemagne. Entre 1909 et 1912, JBTAG construisit, dans l'Eifel, une douzaine de kilomètres de l'Ahrtalbahn avec plusieurs ponts et tunnels. En 1912, l'entreprise effectua un chantier pour le compte des chemins de fer de l'État du Wurtemberg, notamment une gare à Kornwestheim, près de Stuttgart.

Au même moment, JBTAG s'initia aux travaux hydrauliques, avec l'obtention d'un chantier d'élargissement du Nord-Ostsee Kanal (canal de Kiel), pour un montant d'environ 5 millions de marks de travaux¹⁹. Berger eut notamment à reprendre ceux abandonnés par August Borczinski, suite à des difficultés techniques imprévues et à un manque de capital : à cette occasion, JBTAG reprit

15 J. Berger, *Meine Lebenserinnerungen*, op. cit., p. 32.

16 *Ibid.*, p. 35.

17 B. Stier et M. Krauss, « Die Grün & Bilfinger AF. Südwestdeutsche Ingenieur & Kunst », dans *Drei Wurzeln, ein Unternehmen*, op. cit., p. 16-167 ; Gert von Klass, *Weit spannt sich der Bogen 1865-1965. Die Geschichte der Bauunternehmung Dyckerhoff & Widmann*, Wiesbaden, H. Bartels KG, 1965.

18 J. Berger, *Meine Lebenserinnerungen*, op. cit., p. 38.

19 B. Stier et M. Krauss, *Drei Wurzeln, ein Unternehmen*, op. cit., p. 176.

un vaste parc de dragues et d'excavateurs. Julius Berger y exécuta, à partir de 1912, un nouveau marché d'environ 2,5 millions de marks. Suite à l'insuffisance des études préalables, JBTAG demanda une revalorisation du marché, jusqu'à 4 millions de marks, mais les travaux d'arbitrage ne lui accordèrent que 10% supplémentaires. Au total, Julius Berger perdit environ 1,3 millions de marks pour les seuls travaux du canal Baltique-mer du Nord²⁰.

244 Julius Berger s'intéressait, depuis un moment déjà, à l'étranger²¹. À partir de 1906, les Chemins de fer fédéraux suisses s'étaient engagés dans d'importants travaux d'amélioration de la liaison Bâle-Zurich. En mai 1911, Julius Berger remit une offre en vue de la réalisation de la ligne de Hauenstein entre Sissach et Olten. Elle comportait notamment la construction d'un tunnel de 8,1 km à travers le Jura suisse, qui raccourcissait d'environ 30 km la longueur du tracé. JBTAG était la seule entreprise allemande en lice pour la réalisation du projet. En dépit d'une offre très basse de la part de JBTAG, la direction générale des Chemins de fer suisses hésitait à attribuer les travaux à une firme étrangère. L'administration des Chemins de fer fédéraux ayant modifié le cahier des charges, Julius Berger et son ingénieur en chef Konrad Kolberg remirent une nouvelle offre.

Bénéficiant cette fois du soutien des Chemins de fer et des banques allemandes, JBTAG enleva pour 16 millions de marks (19,8 millions de francs suisse) le chantier du tunnel de base de Hauenstein, devenu le plus gros chantier jamais exécuté par l'entreprise²². Ce fut l'occasion pour Julius Berger d'introduire de nouvelles machines produisant l'électricité et le gaz comprimé utilisés pour les travaux. Mené avec un effectif considérable (800 à 1 000 personnes sur la section sud de 6,8 km, 400 à 600 sur la section nord, environ 400 hors du tunnel), le chantier s'acheva le 10 juillet 1914. Néanmoins le tunnel n'entra en service que le 8 janvier 1916, du fait de l'éclatement de la première guerre mondiale. En dehors du tunnel, JBTAG réalisa une trouée d'aération de 134 m de profondeur et un viaduc de 100 m sur la portion nord. Le succès était d'importance : l'obtention d'une prime de 380 000 francs suisses ne fut pas pour rien dans la renommée de l'entreprise.

Fin 1913, l'entreprise enleva un second grand marché à l'étranger : la construction du tunnel d'Isvor, près de Sinaia en Roumanie, mais les travaux durent cependant être engagés directement par le royaume à cause de l'éclatement

20 J. Berger, *Meine Lebenserinnerungen*, op. cit., p. 38.

21 B. Stier et M. Krauss, *Drei Wurzeln, eih Unternehmen*, op. cit., p. 176-177.

22 *Ibid.*, p. 176-178.

du premier conflit mondial en août 1914²³. En dépit de cet important aléas, à la veille de la première guerre mondiale, l'entreprise apparaissait tout à fait prospère. Entre 1906 et 1911, son bénéfice net augmenta en moyenne de 38,4 % par an et le carnet de commandes de 57,2 %.

Tableau 3 – Évolution du bénéfice net et du dividende de JBTAG de 1906 à 1913²⁴

	Bénéfice net (en millions de marks)	Dividendes (en % du bénéfice net)
1906	0,140	10
1907	0,197	14
1908	0,339	20
1909	0,324	20
1910	0,540	20
1911	0,673	20 (a)
1912	0,957	20 (b)
1913	1,241	20

(a) 20 % sur 1,5 million de marks, 10 % sur 0,5.

(b) 20 % sur 2 millions de marks, 10 % sur 2.

Source : Bilfinger Berger Archiv

L'éclatement de la première guerre mondiale affecta beaucoup l'entreprise, comme le révèle son rapport d'activité pour 1915 : mobilisation de la majorité des ingénieurs et des travailleurs de l'entreprise, emploi pratiquement nul du matériel de l'entreprise, chute du montant du bilan (-20 % en 1914, -10 % en 1915)²⁵. Néanmoins, à partir de 1916 se produisit un net redressement :

Tableau 4 – Évolution du bénéfice net et du dividende de JBTAG durant la première guerre mondiale²⁶

	Bénéfice net (en millions de marks)	Dividende (en %)
1913	1,241	20
1914	0,793	10
1915	0,793	10
1916	0,889	10
1917	1,197	15
1918	1,540	20

En dépit de la réduction de son capital social, l'entreprise retrouva alors une activité certaine : restauration de ponts en Pologne, chemins de fer destinés à permettre l'avancée de l'armée allemande à l'Est, production de scories de manganèse en Autriche et extraction de lignite, agrandissement des ports de

²³ *Ibid.*, p. 180-181. Après l'entrée en guerre de la Roumanie aux côtés de l'Entente en 1916, les troupes allemandes s'emparèrent d'une partie des machines et des appareils. En 1922, JBTAG était toujours en attente de règlement.

²⁴ *Ibid.*, p. 181.

²⁵ *Ibid.*

²⁶ *Ibid.*

Königsberg et de Müllheim dans la Ruhr, construction d'une chaussée de guerre de Sensburg en Prusse orientale²⁷.

LA RÉUSSITE DE L'ÉPOQUE DE WEIMAR

Proche de Matthias Erzberger (1875-1921), Julius Berger connu sous Weimar des succès remarquables en Allemagne comme à l'étranger, avec des résultats économiques impressionnants.

Julius Berger : opportuniste ou partisan de la paix ?

246

Au sein de son conseil de surveillance, Julius Berger cherchait à faire entrer des personnalités politiques influentes. Il y appela par exemple le vice-président de la Chambre des députés de Prusse, Paul (von) Krause, à partir de 1909 et jusqu'à sa nomination comme secrétaire d'État à la Justice du Reich en 1917. Son successeur fut Matthias Erzberger, l'un des plus importants hommes politiques de l'époque²⁸. Venu du Wurtemberg catholique, membre du Reichstag depuis 1903 et chef de l'aile démocratique du parti catholique, le Zentrum, il avait d'abord été favorable à une politique d'expansion, mais, à partir de 1917, milita en faveur d'un accord de paix. En octobre 1918, il devint secrétaire d'État dans le cabinet du chancelier du prince Max de Bade. À ce titre, il fut appelé à signer les accords d'armistice avec les Alliés. Puis, en tant que ministre des Finances (et vice-chancelier), il réforma le système fiscal allemand. Déjà, pendant la première guerre mondiale, en tant que président de la Commission d'armistice, il suscita la haine des milieux nationalistes conservateurs.

Son principal adversaire était Karl Helfferich (1872-1924), ancien secrétaire d'État au Trésor, de 1915 à 1916, puis secrétaire d'État, à l'Intérieur en 1916-1917²⁹. Chef de file des conservateurs nationalistes, ce dernier publia, en 1919, un pamphlet intitulé *Fort mit Erzberger*, qui conduisit à une plainte en diffamation de ce dernier. Helfferich y accusait Erzberger de corruption, en raison de sa présence au conseil de surveillance de JBTAG. Le procès, tenu en 1920, se solda certes par une faible amende pour l'auteur du pamphlet, mais

²⁷ *Ibid.*

²⁸ Klaus Epstein, *Matthias Erzberger and the dilemma of German Democracy*, Princeton, Princeton University Press, 1959 ; Kurt Diemer, *Matthias Erzberger (1875-1921), Staatsman und Demokrat*, Biberach, Biberacher Verlagsdruckerei, 1986 ; Christopher Dowe, *Matthias Erzberger. Ein Leben für die Demokratie*, Stuttgart, Verlag W. Kohlhammer Verlag, 2011 ; Theodor Eschenburg, *Matthias Erzberger. Der grosse Mann des Parlamentarismus und der Finanzreform*, München, Piper Verlag, 1973 ; Wolfgang Michalka (dir.), *Matthias Erzberger. Reichsminister in Deutschlands schwerster Zeit*, Potsdam, Verlag für Berlin-Brandenburg, 2002.

²⁹ John G. Williamson, *Karl Helfferich, 1872-1924: Economist, Financier, Politician*, Princeton, Princeton University Press, 1971.

Erzberger dut mettre fin à sa carrière politique et mourut en août 1921, assassiné par d'anciens membres des Corps francs, appartenant à l'organisation Consul.

Helfferich reprochait à Erzberger d'être intervenu, en tant qu'arbitre, dans un certain nombre de procédures des JBTAG contre l'administration du canal impérial à Kiel, dans les années 1916 et 1917, et d'avoir obtenu en récompense son mandat au conseil de surveillance³⁰. À ce titre, Julius Berger fut auditionné plusieurs fois comme témoin. Faisant face au témoignage à charge de deux anciens directeurs, Helmut Hatzky et Alfred Morgenstern, licenciés par Julius Berger en 1916, ce dernier expliqua l'appel à Matthias Erzberger par le caractère privilégié de ses liens avec le conseil de surveillance de Thyssen, Julius Berger souhaitant se rapprocher de l'industrie sidérurgique et, de manière plus précise, en 1917, aboutir à un accord avec Thyssen sur la livraison de 100 000 tonnes de fer. Julius Berger songeait aussi à bénéficier de l'appui d'Erzberger pour faciliter le règlement du contentieux roumain. En revanche, tout en reconnaissant connaître les positions de Matthias Erzberger en faveur de la paix, il n'en faisait pas un élément majeur de son choix.

JBTAG : une expansion remarquable en Allemagne et à l'étranger

Les années d'après la première guerre mondiale furent dominées par l'instabilité économique et politique³¹. Sous l'effet de l'inflation, le capital social passa de 4 millions à 75 millions de marks entre 1919 et 1923. Il s'ensuivit l'émission d'actions à droits de vote décuplés. Elle favorisa l'arrivée d'actionnaire non désirés au sein du capital des entreprises et porteurs de titres acquis quasiment gratuitement. Chez JBTAG, l'inflation eut pour résultat l'arrivée de la Darmstädter Bank et de la Danat Bank, en tant que chefs du consortium d'actionnaires Julius Berger avait perdu, selon ses propres indications, l'essentiel de sa fortune privée et ne détenait plus qu'un très petit nombre d'actions de son entreprise³². Or la reprise de l'expansion supposait d'énormes besoins de capital.

En tant que directeur général, Julius Berger fixait les grandes orientations de l'entreprise³³. Pour renforcer son action, il fit entrer au directoire, dès 1919, l'ingénieur Fritz Wohlgemuth, qui y siégea jusqu'en 1933. En 1921, il fit appel à Ernst Martens (1883-1981), architecte du gouvernement, qui avait notamment travaillé à la Reichsbahn. À côté de ces trois personnalités, le directoire compta temporairement les ingénieurs Fritz et Conrad Kolberg, Emil Hirsch et Alfred Schuler. Le juriste Hans Heumann, en fonction depuis 1912, disparut en 1921. Jusqu'à sa mort, survenue le 11 mai 1928, le banquier Louis Aronsohn

30 B. Stier et M. Krauss, *Drei Wurzeln, ein Unternehmen*, op. cit., p. 182.

31 *Ibid.*.

32 J. Berger, *Mein Lebenserinnerungen*, op. cit., p. 52.

33 B. Stier et M. Krauss, *Drei Wurzeln, ein Unternehmen*, op. cit., p. 188.

présida le conseil de surveillance. Lui succéda Otto Fischbek, alors ministre d'État prussien et ministre du Commerce et de l'Industrie. Julius Berger accordait en effet une grande importance à l'entrée au conseil de surveillance de personnalités politiques influentes : tel fut le cas, en 1923 et 1924, de Friedrich Flick (1883-1972), l'un des entrepreneurs allemands les plus controversés du xx^e siècle³⁴.

Après la guerre, le marché s'était transformé³⁵. Les chemins de fer ne jouaient plus qu'un rôle secondaire et la Reichsbahn nouvellement fondée ne construisait plus que des lignes secondaires, comme le Murgtalbahn dans la Forêt noire, pour le compte duquel JBTAG réalisa un tunnel et un viaduc, à partir de 1922. L'entreprise développa ses activités d'hydraulique : en Pologne et en Prusse orientale, elle édifia une centrale hydraulique sur l'Obra, une écluse sur la Neisse et une section du canal de Mazurie. À Berlin, elle édifia le port et le canal annexe de Berlin-Neukölln. Son plus grand chantier fut cependant, de 1916 à 1928, l'agrandissement du port de Königsberg : elle y fonça 18 000 pieux pour la fondation des murs de quai et la construction du canal maritime qui reliait le port à la Baltique.

Dans les années 1920, il fallait employer les chômeurs. C'est pourquoi furent lancés de grands chantiers de construction ou d'agrandissement de canaux³⁶. Un des plus grands projets fut la canalisation du Neckar, à laquelle JBTAG œuvra sans interruption de 1920 à 1932, ce qui lui valut de s'établir dans le Sud-Ouest de l'Allemagne. Des projets plus tardifs furent réalisés dans les années 1920 et au début de la décennie suivante : canal d'Oldenburg, quais à Hambourg, réservoir d'eau d'Ottmachau en Silésie supérieure. L'entreprise réalisait toujours des travaux souterrains. Elle œuvra notamment à la construction du métro de Berlin, y effectuant pour 12 millions de marks de travaux dans les années 1920 : ligne du Nord-Süd Bahn (aujourd'hui U6), à partir de 1913, puis, de 1928 à 1930, gare de la Vinetastrasse dans le quartier de Pankow, y compris les lignes d'accès (U2), ainsi qu'une section de 12,5 km de long, de l'Alexanderplatz à la ligne du Sud-Ouest conduisant à la gare de Friedrichsfeld (U5).

En dehors d'Allemagne, la construction de chemins de fer demeurait un point fort de Julius Berger³⁷. Il s'agissait notamment de reconstruire ceux détruits durant la première guerre mondiale. En Roumanie, pendant le conflit,

34 Norbert Frei, Ralf Ahrens, Horg Osterich, Tim Schanetzky, *Flick. Der Konzern. Die Familie. Die Macht*, München, Blessing Verlag, 2009 ; Kim Christian Priemet, *Flick, Eine Konzerngeschichte vom Kaiserreich bis zur Bundesrepublik*, Göttingen, Walstein Verlag, 2007 ; Thomas Range, *Die Flicks. Eine deutsche Familiengeschichte um Geld, Macht und Politik*, Frankfurt-am-Main, Campus-Verlag, 2004.

35 B. Stier et M. Krauss, *Drei Wurzeln, ein Unternehmen*, op. cit., p. 189.

36 *Ibid.*, p. 190.

37 *Ibid.*, p. 192.

l'entreprise s'était chargée de la mise en exploitation de gisements charbonniers à ciel ouvert puis de la démolition consécutive des installations. Simultanément s'ouvrirent des négociations avec le gouvernement roumain sur le paiement des arriérés du tunnel d'Isvor : elles aboutirent en 1921. S'ouvrait ainsi la voie à de nouvelles commandes. 1924 vit ainsi la réception du tunnel de Teliu dans les Alpes de Transylvanie. Il s'agissait d'un élément essentiel de la nouvelle liaison ferroviaire entre Kronstadt (Brasov dans la région du Siebenbürgen – Ardeal en Roumanie –, et la capitale Bucarest. Pour réaliser ce tunnel, l'entreprise fit appel à des techniciens de grande envergure et à une machinerie coûteuse permettant une utilisation systématique de l'électricité et de l'air comprimé. Mais des problèmes géologiques imprévus retardèrent de quatre ans l'achèvement des travaux, qui comportaient aussi l'édification du viaduc de Teliu, de 140 m de long environ³⁸.

Dans les pays étrangers, Julius Berger travailla le plus souvent avec deux partenaires, le marchand Paul Briske et l'architecte d'État Victor Prohl³⁹. Leur entreprise, Briske & Prohl OHG (*Offene Handelsgesellschaft* ou société en nom collectif), s'était liée avec JBTAG au sein du Julius Berger Konsortium (JBCO). Briske & Prohl ne géraient aucune opération de construction en propre, leur activité consistant pour l'essentiel dans l'établissement de contacts, le montage d'affaires et une participation à leur financement. Leur société avait la même adresse que celle de JBTAG, tous leurs actionnaires étant communs. De plus, Briske fut, de 1922 à 1928, membre du conseil de surveillance de JBTAG, dont il avait un mandat auprès de la Deutsche Orientbank. Celle-ci jouait en effet un rôle central dans le financement des projets turcs de chemin de fer. Dès 1914, Julius Berger avait conclu avec Briske & Prohl un accord pour la conduite conjointe de projets à l'étranger et dans les colonies allemandes. Pendant la première guerre mondiale furent élaborés des projets comme l'exploitation ou le démontage de réservoirs pétroliers en Estonie.

L'accord portait sur toutes affaires de construction ou de production, avec à chaque fois un partage spécifique entre partenaires⁴⁰.

Tableau 5 – Quotas de partage au sein du Julius Berger Konsortium (en % du total)

	JBTAG	Briske & Prohl
Affaires de construction :		
- Roumanie	84,55	16,45
- Turquie	66,7	33,3
- Autres régions		
Affaires de production	45	55

38 J. Berger, *Meine Lebenserinnerungen*, op. cit., p. 50.

39 B. Stier et M. Krauss, *Drei Wurzeln, ein Unternehmen*, op. cit., p. 193.

40 *Ibid.*, p. 194-195.

En Roumanie, la situation économique s'aggrava au cours des années 1920, d'où un recul des commandes de lignes ferroviaires. La Turquie semblait offrir plus de perspectives. En 1924, le Julius Berger Konsortium obtint le marché de deux lots de la ligne Ankara-Sivas pour une somme totale de 3 millions de Rentenmarks : il s'agissait de réaliser 16 km de voies, quatre grands ponts, un tunnel de 800 m ainsi qu'une gare avec tous les équipements nécessaires⁴¹.

250 Des affaires de plus grande échelle furent conclues en 1927. Il s'agissait, en trois ans, de livrer deux liaisons ferroviaires d'un total de 380 km : un chemin de fer de montagne comportant trente-huit ponts et trente-sept tunnels de Kütahya à Balikesir, dans l'Ouest de l'Anatolie, et, plus tard, une ligne joignant Ulukisla et Bogazköprü au nord d'Adana. Les travaux atteignaient un montant de 65 millions de Rentenmarks, à la conclusion du contrat en juin 1927. Parce que le gouvernement turc n'avait pas les moyens de financer un tel projet, se constitua un consortium bancaire conduit par la Danat Bank. Il s'agissait de fournir, en quatre tranches annuelles et par l'entremise de la Deutsche-Orientbank à Istanbul, un crédit correspondant. Le remboursement du crédit serait étalé sur sept ans, avec un intérêt de 100 %, y compris une provision de 2 % : au total, le gouvernement turc devrait dépenser 82 millions de Rentenmarks.

Les banques mettaient en cause la solvabilité du gouvernement turc. Ce fut pourquoi le Reichswirtschaftministerium (ministère de l'Économie du Reich) accorda, à l'initiative du Julius Berger Konsortium, une arrière-caution de 30 millions de Rentenmarks. Le gouvernement du Reich avait donc intérêt au bon aboutissement de l'affaire, qui pouvait permettre d'intensifier les relations germano-turques. La partie turque s'imposait aussi des obligations, à savoir des commandes de matériels, y compris locomotives et wagons, auprès d'entreprises allemandes. Dans ces conditions l'affaire apparaissait peu risquée pour JBCO et les banques partenaires. Cela suscitait même les critiques. Certains journaux titraient : « Garantie du Reich pour Julius Berger : de l'argent public pour une firme privée⁴² ! »

Le mécontentement venait d'autres choses. Après deux ans environ, les 65 millions de Rentenmarks n'avaient pas permis de payer ni la construction, ni l'achat de matériel. Le gouvernement turc commença à examiner les comptes de Consortium Berger et à retarder le paiement des factures. L'entreprise s'en tenait à son bon droit, arguant du non-paiement des dépenses de personnel. En fin de compte, l'on s'entendit sur un coût de 54,5 millions

41 *Ibid.*, p. 195.

42 *Ibid.*

de Rentenmarks pour la construction et d'achever seulement la ligne entre Kütahya et Balıkesir. Les travaux de ce second secteur furent réglés en octobre 1930. À partir de là, les livraisons de locomotives et de wagons prévues au contrat avec le Julius Berger Konsortium se trouveraient perdues, notamment celles récemment conclues avec Krupp, ce à quoi le consortium utilisa ses réserves. Après l'établissement des comptes finaux et devant la tactique de retard du gouvernement turc, l'arbitrage contractuel devenait applicable. Les procédures s'éternisaient : en 1939, seulement 15 % des exigences de JBCO avaient été reconnues, mais, en juin 1940, elles n'avaient pas été payées. Au total, dans cette affaire le consortium aurait perdu environ 1,9 millions de Rentenmarks⁴³.

Loin de se limiter à la Roumanie et à la Turquie, JBTAG s'était intéressée à d'autres régions du monde. En Colombie, de 1920 à 1924, l'entreprise avait engagé de vastes relevés hydraulique, géologique et botanique dans la région du fleuve Magdalena. Ils se prolongèrent par des travaux d'exploration et d'amélioration sur 1 700 km le long du Rio Magdalena et de ses affluents. En 1926, JBTAG mit au point un projet d'étude générale en vue d'améliorer la régulation du fleuve. Mais, deux ans plus tard, la firme perdit le contrat, parce que les prix convenus ne couvraient pas les coûts. Elle eut plus de chance en Égypte, avec les travaux de fondation à l'air comprimé. Entre 1931 et 1933, JBTAG y installa les pieux et les piles d'un pont sur le Nil à Benha, dont Krupp livra la structure métallique⁴⁴.

Des résultats économiques impressionnants

Durant les années 1920, Julius Berger Tiefbau AG réalisa des performances économiques impressionnantes. Par le montant des bénéfices nets, elle se situait probablement au second rang des entreprises allemandes de construction derrière Philipp Holzmann, mais devant Grün & Bilfinger, supplantée à partir de 1927, et Hochtief, sinon même Dyckerhoff und Widmann, autre leader historique de la construction en Allemagne :

43 *Ibid.*

44 J. Berger, *Meine Lebenserinnerungen*, *op. cit.*, p. 208.

Tableau 6 – Évolution du bénéfice net et des taux de distribution aux actions de principales entreprises allemandes de construction de 1924 à 1933

	Philipp Holzmann ⁴⁵		Julius Berger ⁴⁶		Grün & Bilfinger ⁴⁷		Hochtief ⁴⁸	
	Bénéfice net (*)	Dividendes (%)	Bénéfice net (*)	Dividendes (%)	Bénéfice net (*)	Dividendes (%)	Bénéfice net (*)	Dividendes (%)
1924		(a)+(b)	0,76	15	0,96	8	0,15	
1925			0,72	15	0,91	8	0,22	
1926	1,20	12+6	0,90	15	1,07	10	0,29	8
1927	1,74	7+6	2,01	20	1,27	12	0,51	6
1928	2,40	7+6	2,00	20	1,26	15	0,64	7
1929	2,71	8+6	2,09	20	1,38	15	0,64	7
1930	2,00	8+6	2,00	20	1,38	15	0,57	6
1931	1,62	0+6	1,08	12	1,67	15	0,49	6
1932	1,14	0+6	1,09	12	1,03	15	0,49	6
1933	1,09	0+6	0,54	6	1,13	15	0,58	6

(*) Millions de Rentenmarks

(a) *Stammaktien* (actions ordinaires)

(b) *Vorzagaktien* (actions préférentielles)

Source : Archives des entreprises concernées.

252

De toutes les entreprises, c'était Julius Berger qui rémunérait le mieux ses actionnaires, tout au moins jusqu'en 1931, date à laquelle Grün & Bilfinger prit le dessus. En effet, durant les années 1920, c'est chez Julius Berger, Philipp Holzmann et Hochtief que les bénéfices progressèrent le plus vite :

Tableau 7 – Taux de croissance annuels moyens comparés du bénéfice net comptable des principales entreprises allemandes de construction de 1924 à 1933 (en %)

	1924-1926	1926-1929	1929-1933
Philipp Holzmann		+27,3	-22,8
Julius Berger	+20,2	+28,1	-33,8
Grün & Bilfinger	+7,3	+8,5	-5,0
Hochtief	+29,0	+26,4	-2,5

En revanche, c'est Julius Berger qui subit le plus durement l'effet de la crise mondiale, de loin, devant Philipp Holzmann. Il s'agissait des deux entreprises allemandes les plus internationalisées.

⁴⁵ Manfred Pohl, *Philipp Holzmann. Geschichte: eines Bauunternehmens 1849-1999*, München, Ch. Beck, 1999. Voir aussi note suivante.

⁴⁶ B. Stier et M. Krauss, *Drei Wurzeln, ein Unternehmen*, op. cit., p. 209.

⁴⁷ *Ibid.*, p. 118.

⁴⁸ Manfred Pohl, Birgit Siekmann, *Hochtief und seine Geschichte. Von den Brüdern Holfmann bis ins 21. Jahrhundert*, München/Zürich, Piper, p. 116 (pour une comparaison avec Philipp Holzmann).

Partisan d'une réconciliation franco-allemande, comme le montre son mémorandum à propos des réparations, Julius Berger fut aussi un promoteur de grands consortiums et d'ententes internationales. Par sa réussite sociale, il symbolisait aux yeux des nazis le capitaliste juif étalant sa richesse sous Weimar : il le paya de sa vie, puisqu'il mourut en camp de concentration, avec son épouse, à l'âge de quatre-vingt ans.

Un partisan d'une coopération franco-allemande autour de la reconstruction

Sur proposition de Matthias Erzberger, Julius Berger fut nommé, au début de 1919, au sein d'une commission en charge d'examiner une possible reconstruction des régions détruites du Nord de la France et de la Belgique, à laquelle les entreprises allemandes de bâtiment et travaux publics auraient été associées. Julius Berger y côtoya notamment Georg Haberland (1861-1933), principal dirigeant de la Berlinische Boden-Gesellschaft et lui aussi d'origine juive⁴⁹. À ce titre, Julius Berger prit part aux pourparlers de paix à Versailles, visita en personne les régions concernées et livra les résultats de son activité dans un mémorandum remis au chancelier du Reich Gustav Bauer⁵⁰. Selon Julius Berger, l'Allemagne pouvait s'acquitter en partie de ses obligations par des livraisons et même par l'exécution de travaux dans les régions concernées. En effet, il était exclu que l'Allemagne puisse verser comptant les sommes énormes imposées par les vainqueurs, le prix à payer en serait la banqueroute de l'État. En revanche une telle participation des entreprises allemandes pourrait diminuer de beaucoup le chômage en Allemagne.

Afin de diriger ces travaux de construction, Julius Berger recommandait la création d'un ministère spécial, à la tête duquel se trouverait une personnalité ayant une bonne expérience des affaires, mais aussi capable de mener des négociations en français et en anglais. Une commission du Commerce et de l'Industrie coordonnerait l'activité des entreprises et pourrait, en conseillant le ministère, tenir ce rôle. Julius Berger déconseillait de constituer une entreprise socialisée qui retarderait le processus et le rendrait coûteux. En effet, seule l'industrie de la construction pourrait mener à bien cette reconstruction et apporter sa contribution à une réconciliation durable entre la France et l'Allemagne⁵¹.

Dans un second mémorandum en date du 4 novembre 1919, Julius Berger chercha à définir les modalités concrètes d'une telle participation des entreprises

49 B. Stier et M. Krauss, *Drei Wurzeln, ein Unternehmen*, op. cit., p. 212-213.

50 *Ibid.*, p. 185.

51 *Ibid.*, p. 186.

allemandes à la reconstruction des régions dévastées⁵². Une solution ne pouvait être trouvée qu'à condition d'une collaboration avec le Royaume-Uni et les États-Unis. En dépit de la signature des accords de Wiesbaden entre Louis Loucheur et Walter Rathenau d'octobre 1921⁵³, puis des accords Stinnes-Lubersac d'août 1922⁵⁴, ce ne fut qu'avec le plan Dawes de 1924 que les entrepreneurs allemands participèrent activement à la reconstruction de la France⁵⁵.

L'entreprise Julius Berger Tiefbau AG participa en effet à l'exécution d'un certain nombre de chantiers dans le cadre des prestations de travaux prévues par le plan Dawes. Ce système profita en effet pour l'essentiel à de grandes firmes, tant du côté français que de celui allemand⁵⁶. Tel fut le cas, en Allemagne, de Dyckerhoff und Widmann⁵⁷ et de Siemens Bau Union avec la Société des grands travaux de Marseille⁵⁸, de Grün und Bilfinger⁵⁹ avec la Société des anciennes entreprises Léon Chagnaud⁶⁰, de la Société de Construction des Batignolles avec Schmidt d'Hambourg et Flohr de Kiel, à Tamatave, puis Djibouti, ou avec la Guttenhoffnungshütte en Yougoslavie⁶¹. Mais de toutes les entreprises allemandes, ce fut, sans doute aucun, Philip Holzmann qui prit

52 *Ibid.*

53 Dominique Barjot, « Les cartels, une voie vers l'intégration européenne ? Le rôle de Louis Loucheur », *Revue économique*, n° 6, « Economic Cooperation Reconsidered », dir. Dominique Barjot et Harm G. Schroeter, novembre 2013, p. 1057 et 1060 ; Jacques Bariéty, *Les Relations franco-allemandes après la première guerre mondiale : 10 novembre 1918-10 janvier 1925, de l'exécution à la négociation*, Paris, Pedone, 1980, p. 76-94 ; Denise Artaud, *La Question des dettes interalliées et la reconstruction de l'Europe (1917-1929)*, Lille, Atelier de reproduction des thèses de Lille III, 1971, t. I.

54 M. Pohl et B. Siekmann, *Hochtief und seine Geschichte*, *op. cit.*, p. 93-110 (« Das Stinnes-Lubersac-Abkommen ») ; Étienne Weill-Reynal, *Les Réparations allemandes et la France, depuis l'état des paiements jusqu'à la liquidation des réparations*, Paris, Nouvelles éditions latines, 1947, t. 2, Première période. *L'Application de l'état des paiements, l'occupation de la Ruhr et l'institution du Plan Dawes*, p. 291-293.

55 Dominique Barjot, *Travaux publics de France. Un siècle d'entrepreneurs et d'entreprises*, Paris, Presses de Ponts et Chaussées, 1993, p. 113-114 ; *id.*, *La Grande Entreprise française de Travaux publics (1883-1974)*, Paris, Economica, 2006, p. 357-354 ; Pierre Saly, *La Politique des grands travaux 1929-1939. Grands travaux et investissements publics dans la tradition française*, thèse de 3^e cycle, université Paris VIII, 1975, p. 145.

56 Dominique Barjot, « Les entreprises françaises de travaux publics face à l'exportation », dans François Crouzet (dir.), *Le Négoce international (XIII^e-XX^e siècle)*, Paris, Economica, 1989, p. 213-222.

57 G. Klass, *Weit Spannt sich der Bogen 1865-1965*, *op. cit.*, p. 128.

58 D. Barjot, *La Grande Entreprise française de Travaux publics*, *op. cit.*, p. 448-449 ; « L'électricité, marché porteur : le cas des Grands Travaux de Marseille (1897-1939) », dans Fabienne Cardot (dir.), *Des entreprises pour produire de l'électricité. Le génie civil, la construction électrique, les installateurs*, Paris, PUF, 1988, p. 69.

59 B. Stier et M. Krauss, *Drei Wurzeln, ein Unternehmen*, *op. cit.*, p. 99.

60 Arnaud Berthonnet, *Chagnaud construction. Histoire et renaissance d'un grand bâtisseur*, Rueil-Malmaison, In Siglo, 2007, p. 132.

61 Anne Burnel, *La Société de Construction des Batignolles de 1914 à 1939. Histoire d'un déclin*, Genève/Paris, Droz, 1995, p. 117-121.

la part la plus décisive aux travaux exécutés dans le cadre du plan Dawes grâce à sa collaboration avec la direction des Travaux publics de Schneider et Cie⁶², la maison Fougerolle Frères⁶³ et Léon Ballot⁶⁴.

Julius Berger, de son côté, eut, en France, une activité plus modeste. Néanmoins, l'entreprise y participa, de 1928 à 1933, à l'aménagement du port en eau profonde du Verdon. Celui-ci fut réalisé au sein d'une association en participation gérée par la Société anonyme Hersent, une entreprise française mondialement réputée dans les travaux portuaires, Julius Tiefbau AG de Berlin et de la Société des établissements Sainrapt et Brice⁶⁵. Il s'agissait d'un chantier comportant la réalisation d'un môle d'escale de 300 m de long accessible aux paquebots de la ligne Bordeaux-Buenos Aires et aux pétroliers, d'un viaduc d'accès de 372 m de long et d'une gare maritime de vaste dimension. Ce chantier, mené à bien non sans difficultés techniques, donna lieu à d'importantes innovations techniques, dues à l'ingénieur Albert Caquot et donc à des transferts de technologie⁶⁶. Cet engagement en fin de compte plutôt modeste dans les projets franco-allemands traduisait en fait un choix stratégique : depuis 1929 au moins, Julius Berger avait opté pour une autre voie, celle, multilatérale, des ententes internationales.

Julius Berger, protagoniste des ententes internationales

Julius Berger s'y trouva poussé par son intérêt pour le plus vaste projet auquel il ait pris part jusque-là : la construction du Chemin de fer transiranien. Il convenait de relier la mer Caspienne au golfe Persique grâce à une ligne de 1 400 km⁶⁷. En 1928, le gouvernement iranien chargea un syndicat germano-américain des travaux préparatoires pour toute la ligne, ceux-ci comportant entre autre la réalisation de lignes d'essais. Le syndicat consistait en une association en participation – donc occulte aux tiers – entre un consortium emmené par la société américaine Ulen & Company de New York et un groupe de firmes allemandes, comprenant le Julius Berger Konsortium (JBCO), Philipp Holzmann et Siemens Baunion. JBCO disposait de 40 % des parts au sein du groupement allemand, contre 30 % pour chacune des deux autres entreprises⁶⁸. De son côté le consortium Ulen associait des banques américaines, à savoir la Chase National Bank, l'American International Corporation, le groupe

62 Agnès D'Angio, *Schneider & Cie et les travaux publics (1895-1949)*, Paris, École des chartes, 1995, p. 157-159.

63 Dominique Barjot, *Fougerolle. Deux siècles de savoir-faire*, Caen, Éditions du Lys, 1992, p. 31.

64 D. Barjot, *La Grande Entreprise française de Travaux publics*, op. cit., p. 361.

65 *Ibid.*, p. 403-406.

66 *Ibid.*.

67 A. Burnel, *La Société de Construction des Batignolles de 1914 à 1939*, op. cit., p. 249-267.

68 B. Stier et M. Krauss, *Drei Wurzeln*, in *Unternehmen*, op. cit., p. 198.

Marshall Field, qui en fait disposait du rôle prépondérant, et une entreprise française, la Société de Construction des Batignolles (SCB). Celle-ci devait sa présence au sein de ce consortium au fait que la banque Marshall Field avait joué un rôle décisif dans le succès des emprunts internationaux ayant permis d'engager la construction du port de Gdynia en Pologne, l'un des plus grands chantiers européens de l'entre-deux-guerres⁶⁹.

256

Le projet du Transiranien fut, par ailleurs, à l'origine de la formation, le 1^{er} août 1929, d'un second et plus vaste syndicat international associant quatre grandes entreprises de travaux publics : une allemande, Julius Berger ; une américaine, Ulen ; une britannique, Stewart & Mc Donnel Ltd ayant son siège à Londres et filiale de la banque américaine, Dillon Read ; une française, la SCB⁷⁰. Constitué à l'initiative de Julius Berger, ce syndicat demeuré secret, était prévu pour trois ans et renouvelable ensuite, d'année en année, par tacite reconduction. Présidé par la première année par Angus Mac Donnel, *chairman* de Stewart & Mc Donnel, le consortium prévoyait d'intervenir dans le monde entier, tout en privilégiant le Brésil, la Yougoslave et, surtout, l'Égypte. Il s'agissait le plus souvent de travaux de grande ampleur : port d'Antofagasta (Chili), ligne à haute tension Santos-Sao Paulo (Brésil), barrage du lac Tsana (Éthiopie) en vue de l'irrigation de la région, extension du port d'Alexandrie, assainissement du Caire et rehaussement du barrage d'Assouan en Égypte. Si les principales initiatives vinrent de Julius Berger et de la SCB, le conflit entre Berger et les Anglo-Saxons conduisit au départ du premier. Il survint le premier août 1930, après qu'aient été tenues quatre réunions. L'expérience du « Consortium des quatre » se soldait donc par un échec.

Il ouvrait cependant la voie à une construction plus durable : le Syndicat européen d'entreprises, né d'une initiative franco-allemande⁷¹. Définitivement formé en septembre 1932, ce syndicat associait trois firmes françaises – Fougere Frères, Grands Travaux de Marseille et Société générale d'entreprises – et deux allemandes – Julius Berger et Philipp Holzmann. Il se fixait pour objectif d'assurer le financement et l'exécution de grands travaux publics, notamment d'intervenir auprès des organismes bancaires en vue de mettre en place les montages financiers indispensables. Dès novembre, les firmes posèrent le principe que chacune des sociétés aurait droit à une participation d'un cinquième dans toutes les affaires apportées au syndicat par l'un des membres quel qu'il soit. En revanche, rien n'était fixé en ce qui concernait la

69 A. Burnel, *La Société de construction des Batignolles de 1914 à 1939*, op. cit., p. 200-248.

70 Dominique Barjot, « Réalités et limites des ententes internationales : le cas des travaux publics entre les deux guerres », dans Dominique Barjot (dir.), *International Cartels Revisited. Vues nouvelles sur les cartels internationaux 1880-1980*, Caen, Éditions du Lys, 1994, p. 201-204.

71 *Ibid.*, p. 204-206.

gérance des chantiers : arguant de la situation acquise par son entreprise dans un certain nombre de pays, Julius Berger revendiqua un droit automatique d'y assurer la gérance, ce à quoi les quatre autres membres s'opposèrent. Mais il fut décidé qu'au cas où un sixième membre entrerait dans le syndicat, le partage s'effectuerait sur la base d'un sixième pour chacun. Ce fut le cas, dès 1933, avec l'adjonction de la société britannique Dorman Long & Co, puis de trois nouveaux participants : deux firmes anglaises et une française⁷².

Ainsi se réalisait le projet du président français du Syndicat européen d'entreprises, Louis Marlio, de constituer un puissant organisme franco-britannique à participation allemande⁷³. S'il profita surtout aux entreprises françaises, il apporta aussi quelques satisfactions aux firmes allemandes et se maintint jusqu'à la veille du second conflit mondial. De fait, dès mai 1933, une mission fut envoyée en Perse afin d'obtenir une reprise des travaux du chemin de fer transiranien, le Syndicat restant sur les rangs jusqu'en 1935. Julius Berger y poussait beaucoup. Ulen & Company travaillant au secteur sud, le Julius Berger Consortium avait construit, entre 1928 et 1932, une section de 128 km entre Bandar Shah sur la mer Caspienne et Aliabad (Shahi) au pied du mont Elbourz⁷⁴. Ensuite la ligne fut attribuée à une régie d'État, mais, pour la section nord, la direction technique et commerciale à un consortium suédo-danois⁷⁵. Siemens Bau Union conclut alors, en octobre 1934, avec JBTAG et Philipp Holzmann, un accord en vue de « la poursuite et la réalisation de travaux de construction en Iran ». En 1935, les trois associés obtinrent en effet des chantiers importants : gare de Téhéran, puis extension du port de Bandar Shah et clinique universitaire de Téhéran⁷⁶. Berger et Holzmann restèrent actifs en Iran jusqu'à l'occupation du pays par les troupes alliées en 1941.

Une victime symbolique du régime nazi

Vers 1929-1930, la réussite de Julius Berger éclatait aux yeux du grand public. À l'époque, JBTAG apparaissait comme une entreprise très rentable, à même de distribuer chaque année un dividende égal à 20 % de son capital social. Au cours de l'assemblée générale ordinaire de 1930, un actionnaire, Heymann, avait même proposé en son nom et celui d'un groupe qu'il représentait une augmentation

72 Hollard and Haven (Royaume-Uni), Limmer and Trinidad Lake Agbolok (Royaume-Uni), Compagnie de Fives-Lille (France).

73 D. Barjot, *La Grande Entreprise française de Travaux publics*, op. cit., p. 363-364.

74 B. Stier et M. Krauss, *Drei Wurzeln, ein Unternehmen*, op. cit., p. 198-199.

75 Sur le détail de cette évolution, voir : A. Burnel, *La Société de construction des Batignolles de 1914 à 1939*, op. cit., p. 261-267 ; D. Barjot, *La Grande Entreprise française de Travaux publics*, op. cit., p. 364, 408-409.

76 B. Stier et M. Krauss, *Drei Wurzeln, ein Unternehmen*, op. cit., p. 199.

de ce taux du rendement, mais sans succès⁷⁷. Devenu conseiller du commerce, Julius Berger lui-même présidait alors la Ligue allemande des entrepreneurs industriels de la construction⁷⁸. Au sein de JBTAG, il disposait d'un droit de veto contre les décisions du directoire et, ceci, bien qu'il n'ait contrôlé que 2 à 3 % du capital de sa société⁷⁹. Mais, en tant que directeur général de celle-ci, il percevait un salaire élevé (d'environ 200 000 Reichsmarks par an), roulait dans une limousine Cadillac et résidait à proximité du Tiergarten, à Berlin⁸⁰. Sa réussite ostentatoire lui valut régulièrement des attaques dans la presse : ainsi en 1927, à l'occasion de l'obtention par JBTAG de la caution accordé par le ministère de l'Économie du Reich au JB Konsortium et aux banques alliées à propos des grands chantiers turcs. Dans ces conditions, Julius Berger devint assez vite, aux yeux des milieux d'extrême-droite et, singulièrement, des nazis, un symbole du capitalisme juif internationaliste et exécré, prompt à susciter des jalousies et des détestations dans un contexte de marche à l'aryanisation.

258

La montée en puissance de ses activités en Turquie et la perspective d'enlever les travaux de la section nord du Transiranien conduisirent JB TAG, en avril 1933, à s'associer à trois autres entrepreneurs allemand – Philipp Holzmann, Hochtief et Siemens Bauunion – au sein d'une société en participation (*Interessengemeinschaft*), qui travaillerait au projet d'une ligne joignant, toujours en Turquie, Sivas à Erzerum dans le Nord-Ouest du pays⁸¹. Les anciens partenaires Briske & Prohl se trouvaient exclus de l'accord, mais, en vertu d'engagements antérieurs, ils obtinrent une commission de 10 % sur la somme totale du chantier. Victor Prohl ne s'en contentait pas. En octobre 1933, après une tentative infructueuse auprès du ministère allemand de l'Économie afin d'obtenir son soutien, il s'adressa au parti nazi. Cela lui valut, de la part des quatre entreprises, un dédommagement de 200 000 Reichsmarks (RM), qu'il refusa⁸². Avec le soutien du NSDAP, il exigea, dans un courrier à Julius Berger, d'entrer au directoire de JBTAG. Cependant, en dépit de la présence, au conseil de surveillance de huit membres connus du NSDAP (dont sept « purs aryens »), l'influence de Prohl au sein de ce parti ne lui permit pas d'aboutir. En revanche, les négociations avec la Turquie furent stoppées, mais d'abord en raison des engagements financiers qu'ils représentaient.

Dans un premier temps, comme il l'écrit dans ses mémoires, Julius Berger avait voulu s'arrêter en 1932, à l'âge de soixante-dix ans, afin de prendre du

77 *Ibid.*, p. 202.

78 J. Berger, *Meine Lebenserinnerungen*, op. cit., p. 66.

79 B. Stier et M. Krauss, *Drei Wurzeln, ein Unternehmen*, op. cit., p. 202.

80 *Ibid.*, p. 195.

81 *Ibid.*, p. 197.

82 *Ibid.*, p. 198.

repos. La crise économique le poussa à rester en fonction⁸³. Mais la prise de pouvoir par les nazis changeait la donne. Considérée comme « entreprise juive », JBTAG se trouvait exclue des commandes publiques. En mai 1933, Fritz Wohlgenuth, membre du directoire, et six des neuf membres du conseil de surveillance démissionnèrent en raison de leurs origines juives. Il s'agissait de Jakob Goldschmidt, directeur général de la Danat Bank, qui venait de s'écrouler, Herbert M. Guttmann et Samuel Ritscher, tous deux membres du directoire de la Dresdner Bank, Ernst Moser de la banque Georg Fromberg & Co, de même que Fritz Kahn et Siegfried Wolffenstein, tous deux gendres de Julius Berger. En revanche, les membres « aryens » du conseil de surveillance, à savoir Otto Fischberk, Eric Ottmann et Julius Von Rogowski furent réélus, tandis qu'arrivaient de nouveaux protagonistes : Alfred von Tilly, déjà membre du conseil de 1922 à 1932, l'avocat Richard Frost, Erich Niemann, directeur à la Dresdner Bank, et Ernst Friedrich Rechberg, ces trois derniers étant membres du parti nazi⁸⁴.

Julius Berger lui-même demeurait au côté d'Ernst Mertens lorsqu'en août 1933, l'ancien procureur Paul Zunker, présent dans l'entreprise depuis 1912, les rejoignit au directoire. Lors de cette même réunion, Julius Berger reconnut avoir pris la décision de quitter la société « en raison de son grand âge » et, par conséquent, d'abandonner son siège. Fishbek remercia Julius Berger pour les services rendus et lui fit la proposition de l'élire au conseil de surveillance lors de la prochaine assemblée générale. Ce ne fut pas le cas. En revanche, à partir de janvier 1934, il reçut la pension prévue de 1 500 RM par mois ; à cela s'ajoutait un contrat d'expert pour un ou deux ans avec une rémunération de 25 000 RM par an⁸⁵.

Durant l'année 1938, les deux filles de Julius Berger, Margarete Wolffenstein et Herta Kahn, émigrèrent en Argentine avec leur famille. En avril 1939, leur père caressait la même idée. À cette date, Ernst Mertens informa le conseil de surveillance que Julius Berger l'avait approché à propos de sa pension et d'une éventuelle participation exceptionnelle aux bénéfices des affaires roumaines et turques et ceci au motif « qu'il voulait émigrer⁸⁶ ». Le conseil n'accepta pas de se saisir de la question, en attendant que Berger se manifeste encore une fois. À cette époque, ce dernier rendit sans doute un dernier service à JBTAG. Au lieu d'adopter le second prénom qu'imposaient les nazis, à savoir « Israël » ; il choisit d'opter pour la dénomination de son acte de naissance, en l'occurrence « Juda » Berger. Cela permettait à l'entreprise de perpétuer le nom de Julius Berger,

⁸³ J. Berger, *Meine Lebenserinnerungen*, op. cit., p. 67.

⁸⁴ B. Stier et M. Krauss, *Drei Wurzeln, ein Unternehmen*, op. cit., p. 203.

⁸⁵ *Ibid.*

⁸⁶ *Ibid.*

qui aurait dû être abandonné⁸⁷. En 1940, le conseil de surveillance de JBTAG diminua la pension de son ancien dirigeant à 1 000 RM par mois. Il s'agissait de devancer la décision prise par l'État allemand d'interdire tout versement de pension à un Juif.

Le 16 octobre 1942, Ernst Mertens informa le conseil de surveillance que, depuis un certain nombre de semaines, « le conseiller du commerce Berger » n'habitait plus Berlin, mais qu'il était établi avec sa femme dans un camp juif, probablement dans la proximité de Prague. De façon quasi immédiate, le directoire et le conseil de surveillance, décidèrent la suspension du paiement de la pension. De fait, en mai 1942, Julius Berger et son épouse avaient été déportés à Theresienstadt, où tous deux décédèrent après un certain temps. En 1946, le Tribunal central de Berlin-Charlottenburg établissait au 15 mai 1942 la mort de Julius Berger. Mais ses parents, dans les quinze années suivantes, parvinrent à une date plus tardive, à savoir le 13 juin 1943⁸⁸. Ainsi disparaissait l'un des plus grands entrepreneurs allemands de l'époque de Weimar : lui non plus n'avait pu échapper à la solution finale⁸⁹.

Julius Berger ne plongeait cependant pas dans un oubli total. En effet, après la seconde guerre mondiale, ses exécuteurs testamentaires, à savoir l'avocat Julius Fliess, puis les filles de Berger en personne, firent valoir leurs droits à réparation auprès de JBTAG. La procédure s'engagea en 1948 et ne s'acheva qu'en 1957⁹⁰. Au cœur du débat se trouvait la question de savoir si Julius Berger s'était retiré volontairement ou s'il avait subi des pressions de l'entreprise. Les filles de Julius Berger défendaient cette seconde position et exigeaient le versement d'une indemnité égale à la différence entre la pension de leur père et ses appointements en tant que directeur général. Représentée par Karl Pfeiffer, membre du directoire, la société JBTAG arguait que l'on devait seulement abonder la pension au-delà de 1 500 RM par mois, jusqu'au moment où l'on avait un accord avec lui pour la réduire à 500 RM par mois. K. Pfeiffer offrait donc aux héritiers, pour la période allant jusqu'en mai 1942 un dédommagement de 2 500 RM, soit 250 Deutsche Mark (DM).

Les héritiers refusaient une offre aussi basse. Ils firent valoir leurs droits auprès de l'autorité publique compétente à Francfort-sur-le-Main. Des procès, de plus en plus âpres avec le temps, furent engagés à Buenos Aires et New York, au

⁸⁷ *Ibid.*, p. 203.

⁸⁸ *Ibid.*, p. 204.

⁸⁹ Sur la Solution finale, voir entre autres : Édouard Husson, « *Nous pouvons vivre sans les juifs* », Novembre 1941. *Quand et comment ils décidèrent de la Solution finale*, Paris, Perrin, 2005, p. 110-123 ; Heydrich et la Solution finale, Paris, Perrin, 2008, p. 347-369.

⁹⁰ B. Stier et M. Krauss, *Drei Wurzeln, ein Unternehmen*, *op. cit.*, p. 204.

cours desquels les témoins vivants assurèrent, sous serment, que leurs collègues du directoire et du conseil de surveillance auraient soumis Julius Berger à des pressions. Ainsi la SA, puis la SS auraient exigé l'arrestation de Berger⁹¹. Mais un certain nombre de témoins employés par l'entreprise, en particulier ses collaborateurs directs, ne pouvaient le confirmer ou affirmaient le contraire. En fin de compte, les avocats des deux parties se mirent d'accord le 12 juin 1957, sur un compromis. Il s'agissait de payer 3 000 DM à Margarete Laufer, veuve Wolffenstein, et Herta Kahn. Même si l'on continua un temps de s'affronter autour de la base de calcul, le compromis devenait exécutoire et le paiement en fut effectué en octobre 1957⁹².

Il était clair qu'au début des années 1930, Julius Berger songeait à prendre sa retraite, comme il l'a écrit dans son autobiographie⁹³. Le départ en retraite apparaissait donc comme une issue logique, mais d'abord sous la pression des conditions politiques. Dans des circonstances normales, Julius Berger serait sûrement entré au conseil de surveillance et aurait continué à jouer un rôle au sein de JBTAG. La conduite de ses collègues, au premier chef Ernst Martens, ne différait pas de celle de la plupart des Allemands à l'époque du national-socialisme. Sans être membre du parti nazi, il s'adapta. En même temps, il maintint le contact avec Berger et, à partir de 1945, ne cessa de manifester son respect pour lui et de reconnaître ses résultats. Mais, il est clair aussi qu'il ne fit rien pour faciliter l'émigration de Julius Berger, au moment où cela aurait été possible, en 1938-1939. L'entreprise s'en était alors strictement tenue à un étroit point de vue juridique. En fait, le compromis réalisé avec les héritiers de Julius Berger à propos des réparations avait d'abord pour but que l'affaire ne s'ébruite pas hors des sphères dirigeantes.

Et pourtant, jamais l'entreprise ne serait devenue ce qu'elle était encore en 1957 sans l'exceptionnel talent d'entrepreneur dont Julius Berger avait fait preuve au cours de son existence. Cette grande figure du capitalisme juif allemand de l'époque de Weimar prend place au côté de personnalités telles que Walter Rathenau (1867-1922), assassiné le 24 juin 1922 par l'organisation Consul⁹⁴, comme, avant lui, l'avait été Matthias Erzberger. JBTAG lui devait en effet son immense rayonnement international. Surtout active à l'Ouest, en dépit de son siège social à Berlin, dès 1948, elle le transféra à Wiesbaden⁹⁵. Elle fut aussi la première entreprise allemande à obtenir un marché hors d'Allemagne,

91 *Ibid.*, p. 204.

92 *Ibid.*

93 J. Berger, *Meine Lebenserinnerungen*, op. cit., p. 67.

94 Harmut P. von Strandmann (éd.), *Walter Rathenau. Industrialist Banker, Intellectual, and Politician, Notes and Diaries. 1907-1922*, Oxford, Clarendon Press, 1985.

95 *From Construction Comapany to Multi-Service Group 1880-2005*, op. cit., p. 9.

en 1950. Elle opéra par la suite une percée au Venezuela (construction du pont franchissant le lac de Maracaibo de 1958 à 1962), puis au Nigeria où elle connut un succès comparable à celui de sa grande concurrente Dumez : en témoigne notamment l'Eko Bridge de Lagos⁹⁶. Dans les années 1960, la Dresdner Bank y accrut progressivement sa participation (de 10 à 40 %). Ce fut son égide que se réalisèrent les fusions successives de 1969 et de 1975, qui donnèrent naissance à l'actuel Bilfinger Berger.

⁹⁶ Voir entre autres publications : Dominique Barjot, *La Trace des bâtisseurs : histoire du groupe Vinci*, Paris, Vinci, 2003, p. 136-137 et 474-475 ; « À la recherche des clés de la compétitivité internationale : la Société Dumez », dans Jacques Marseille (dir.), *Les Performances des entreprises françaises au xx^e siècle*, Paris, Le Monde Éditions, 1995, p. 130-149.

PRÉSENTATION DES AUTEURS

Dominique Barjot

Professeur d'histoire économique contemporaine à l'université Paris-Sorbonne, directeur adjoint du Centre Roland Mousnier (UMR 8596). Ancien président de l'Association française d'histoire économique, il est l'auteur de nombreux ouvrages ou articles de revue, parmi lesquels, récemment : *La Grande Entreprise française de Travaux Publics*, Paris, Economica, 2006 ; (dir.), « Où va l'histoire des entreprises ? », *Revue économique*, 58, n° 1, janvier 2007 ; (dir.), *Deux guerres totales 1914-1918 ; 1939-1945. La mobilisation de la nation*, Paris, Economica, 2011 ; « Les entreprises françaises d'ingénierie face à la compétition internationale », *Entreprises et histoire*, 71, juin 2013 ; avec Harm G. Schroeter (dir.), « Economic Cooperation Reconsidered », *Revue économique*, 64, novembre 2013 ; *Bouygues. Les ressorts d'un destin entrepreneurial*, Paris, Economica, 2014 ; avec Jean-Pierre Chalineet André Encrevé, *La France au XIX^e siècle 1814-1914*, Paris, PUF, 2014 ; avec Michel Figeac (dir.), *Citoyenneté, république et démocratie en France de 1789 à 1889*, Paris, Armand Colin/SEDES, 2014 ; « The Construction Industry in the XXth Century: an International Interfirm Comparison », *Revue française d'histoire économique – The French Economic History Review*, n° 1, septembre 2014 ; avec Harm G. Schroeter (dir.), « La circulation de l'information et des connaissances », *Entreprises et histoire*, 75, juin 2014 ; avec Marco Bertilorenzi (dir.), *Aluminium. Du métal de luxe au métal de masse (XIX^e-XX^e siècle) – From Precious Metal to Mass Commodity (19th-21st century)*, Paris, PUPS, 2014 ; « Cartels et régulation des crises », *Entreprises et histoire*, 75, septembre 2014.

Dušan T. Bataković

Historien et diplomate serbe, docteur en histoire de l'université Paris-Sorbonne. Actuellement directeur de l'Institut des études balkaniques de l'Académie serbe des sciences et des arts de Belgrade. Il a été ambassadeur de Serbie en Grèce, au Canada et en France. Il est l'auteur d'une dizaine d'ouvrages sur l'histoire de la Serbie, de l'ex-Yougoslavie et des Balkans, dont *Kosovo. Un conflit sans fin?*, Lausanne, L'Âge d'Homme, 2008 ; (dir.), *La Serbie et la France. Une alliance atypique*, Beograd, Institut des études balkaniques, 2010 ; et *Les Sources françaises de la démocratie serbe*, Paris, CNRS éditions, 2013.

Zoltan Bécsi

Après des études dans les universités de Genève et d'Oxford et sa thèse de doctorat à l'HEID de Genève en Histoire des relations internationales sur la diplomatie secrète et le combat des peuples d'Europe centrale pour une confédération en Europe centrale (*Forbiden Federalism, 1918-1921*), il s'est intéressé à la géopolitique (*Le Projet géopolitique de la France pour l'Europe centrale dans les années 1920 et son échec*) et a récemment entrepris des recherches sur la question de la souveraineté (en préparation : *De l'Empire à la Fédération, l'héritage impériale de la Fédération et de l'Union européenne* et *The Order of Malta. From Territoriality to Sovereignty*).

Stéphanie Burgaud

Ancienne élève de l'ENS, docteur en histoire de l'université Paris-Sorbonne, maître de conférences à l'IEP de Toulouse. Ses recherches portent sur l'histoire allemande, l'histoire russe et les relations internationales au XIX^e siècle. Elle a publié *La Politique russe de Bismarck et l'unification allemande. Mythe fondateur et réalités politiques*, Strasbourg, Presses universitaires de Strasbourg, 2010, et, plus récemment, *L'Europe dans la construction politique et identitaire russe*, Paris, Éditions Rue d'Ulm, 2013.

352

Mathieu Dubois

Agrégé et docteur en histoire de l'université Paris-Sorbonne et de l'Universität Augsburg (Allemagne). Ancien *Fellow* du *Zentrum für Zeithistorische Forschung* (Potsdam), il est actuellement coordonateur du programme franco-allemand ANR-DFG « Les évacuations dans l'espace frontalier franco-allemand (1939-1945) ». Il est chargé d'enseignements à l'université Paris-Sorbonne. Il a notamment publié *Génération politique : les années 1968 dans les jeunesse des partis politiques en France et en RFA*, Paris, PUPS, 2014 (mention spéciale du Prix de thèse du Sénat).

David Gallo

Ancien élève de l'ENS-LSH (Lyon), agrégé et docteur en histoire, ATER à l'université Paris-Sorbonne ; il a soutenu en 2014 une thèse sur *La Fabrique de l'homme nouveau : formation idéologique et conditionnement politique dans la SS (1933-1945)*, sous la direction des professeurs Édouard Husson (université de Picardie) et Dominique Barjot (université Paris Sorbonne).

Philippe Gelez

Maître de conférences à l'université Paris-Sorbonne. Il enseigne la littérature et l'histoire des idées de l'espace ex-yougoslave et dirige un séminaire de

traduction. Après s'être intéressé à l'Islam bosno-herzégovien et balkanique, il a orienté ses recherches sur la question agraire au XIX^e siècle dans ces mêmes régions, ainsi que sur les problèmes liés à l'européanisation.

Jean-Noël Grandhomme

Maître de conférences HDR en histoire contemporaine à l'université de Strasbourg ; conférencier au Collège militaire royal du Canada à Kingston (Ontario) ; membre élu du Conseil national des universités ; membre des comités scientifiques du Mémorial de Verdun, du Mémorial de l'Alsace-Moselle, du Musée de Gravelotte. Publications principales : « *La guerre ne tardera pas* ». *Les Rapports du colonel Pellé, attaché militaire français à Berlin (1909-1912)*, en collaboration avec Isabelle Sandiford-Pellé, Paris, Armand Colin, 2014 ; *Les Alsaciens-Lorrains dans la Grande Guerre*, en collaboration avec Francis Grandhomme, Strasbourg, La Nuée bleue, 2013 ; *Les Soldats inconnus de la Grande Guerre. La mort, le deuil, la mémoire*, co-dirigé avec François Cochet, Saint-Cloud, Soteca-14-18 éditions, 2011 ; *Henri-Mathias Berthelot (1861-1931). Du culte de l'offensive à la stratégie globale*, Ivry, ECPA-D, 2011 ; *Les Malgré-nous de la Kriegsmarine. Destins d'Alsaciens et de Lorrains dans la marine de guerre du III^e Reich*, Strasbourg, La Nuée bleue, 2011 ; *La Roumanie en guerre, 1914-1919 : de la Triplice à l'Entente*, Saint-Cloud, Soteca-14-18 éditions, 2009.

Lothar Höbelt

Professeur d'histoire moderne et contemporaine à l'université de Vienne, spécialiste de l'histoire autrichienne, allemande et britannique, ses travaux portent notamment sur l'histoire politique et constitutionnelle. Parmi ses nombreuses publications : *Landschaft und Politik im Sudetenland*, Wien, Österreichische Landsmannschaft, 2004 ; *Ferdinand III. 1608-1657. Friedenskaiser wider Willen*, Graz, Ares, 2008 ; *Franz Joseph I. Der Kaiser und sein Reich. Eine politische Geschichte*, Wien, Böhlau, 2009 ; *Die Habsburger. Aufstieg und Glanz einer europäischen Dynastie*, Stuttgart, Theiss, 2009 ; *Böhmen. Eine Geschichte*, Wien, Karolinger Verlag, 2012.

Catherine Horel

Directrice de recherche au CNRS (SIRICE). Spécialiste de l'histoire contemporaine de l'Europe centrale, elle enseigne à l'université Panthéon-Sorbonne. Elle est membre de plusieurs organismes internationaux et Secrétaire générale du Comité international des sciences historiques (CISH). Ses recherches traitent des structures sociopolitiques de l'Empire des Habsbourg, de l'histoire urbaine, de l'histoire des juifs. Parmi ses récentes publications, à

signaler : *Cette Europe qu'on dit centrale. Des Habsbourg à l'intégration européenne (1815-2004)*, Paris, Beauchesne, 2009 ; Catherine Horel (dir.), *1908, la crise de Bosnie dans le contexte européen cent ans après*, Bruxelles, Peter Lang, 2011 ; *L'Amiral Horthy, régent de Hongrie*, Paris, Perrin, 2014 ; Catherine Horel (dir.), *Les Guerres balkaniques 1912-1913. Conflits, enjeux, mémoires*, Bruxelles, Peter Lang, 2014.

Rainer Hudemann

354 Professeur d'histoire contemporaine de l'Allemagne et des pays germaniques à l'université de Paris-Sorbonne et professeur émérite d'histoire contemporaine à l'université de la Sarre (Allemagne). Il a été vice-président de l'université de la Sarre, professeur invité à l'Université hébraïque de Jérusalem, titulaire de la chaire Alfred Grosser et professeur invité à l'Institut d'études politiques de Paris. Ses principaux domaines de recherche portent sur l'histoire allemande et française aux XIX^e et XX^e siècles, sur les relations franco-allemandes, les élites en France et en Allemagne, la politique sociale, les partis politiques, l'intégration européenne, les fascismes en Europe, l'histoire urbaine dans une perspective comparative, les structures de processus de transfert en Europe, les mémoires transnationales.

Emmanuel Le Roy Ladurie

Ancien élève de l'École normale supérieure, professeur émérite au Collège de France, ancien administrateur général de la Bibliothèque nationale et membre de l'Institut (Académie des sciences morales et politiques), Emmanuel Le Roy Ladurie compte parmi les historiens français les plus célèbres. Auteur d'ouvrages traduits dans le monde entier, il fut nommé docteur *honoris causa* de dix-neuf universités. Grand Officier de la Légion d'Honneur et Commandeur de l'ordre des Arts et des Lettres, sa recherche actuelle porte sur l'histoire du climat.

Georgiana Medrea

Maître de conférences qualifié, docteur en histoire moderne et contemporaine de l'université Paris-Sorbonne et de l'université de Bucarest. Sa thèse consacrée aux relations culturelles franco-roumaines dans l'entre-deux-guerres ainsi que ses contributions à des ouvrages collectifs tiennent à la fois de l'histoire diplomatique, de l'art, des institutions littéraires et culturelles. Elle participe depuis 2000 aux travaux du comité d'historiens franco-roumains dirigés par Jean-Paul Bled (université Paris-Sorbonne) et Dan Berindei, vice-président de l'Académie roumaine, publiés dans *Études danubiennes* et *Revue roumaine d'histoire*.

Renaud Meltz

Maître de conférences à l'université de Polynésie française, est l'auteur d'*Alexis Léger, dit Saint-John Perse*, Paris, Flammarion, 2008 (Prix Maurice Baumont). Ses travaux portent actuellement sur l'opinion publique dans les relations internationales. Il prépare à ce sujet un ouvrage à paraître chez Vendémiaire en 2016, *Vers une diplomatie des peuples? L'opinion publique et les crises internationales au premier XIX^e siècle (France et Grande-Bretagne)*.

Edi Miloš

Maître de conférences à l'université de Split, il axe ses recherches sur l'histoire politique et intellectuelle des Croates aux XIX^e et XX^e siècles. Il est l'auteur d'une thèse de doctorat encore inédite *Antun Radić et la genèse du mouvement paysan croate (1868-1905)*, dirigée par le professeur Jean-Paul Bled et soutenue en 2008 à l'université Paris-Sorbonne.

Vojislav Pavlović

Docteur de l'université Paris-Sorbonne, il a été maître de conférences associé dans plusieurs universités en France et en Serbie. Il est actuellement vice-directeur de l'Institut d'études balkaniques de Belgrade. Il a notamment publié *Francuskarevolucija [La Révolution française]*, Beograd, Vidici, 1990; *OSS in Yugoslavia 1941-1944*, Beograd, Center for Serbian Studies, 1997; *Od Monarhije do republike (De la monarchie à la république. Les États-Unis et la Yougoslavie pendant la seconde guerre mondiale)*, Beograd, Clio, 1998.

Guillaume Payen

Docteur en histoire contemporaine, chef du pôle Histoire et faits sociaux contemporains du centre de recherche de l'École des officiers de la Gendarmerie nationale, chercheur associé au Centre Roland Mousnier (UMR 8596), Guillaume Payen a soutenu sa thèse en 2010 sous la direction de Jean-Paul Bled: *Racines et combat. L'existence politique de Martin Heidegger: patriotisme, nationalisme et engagement d'un intellectuel européen jusqu'à l'avènement du nazisme (1889-1933)*. Sa biographie du philosophe sera publiée en janvier 2016 aux éditions Perrin sous le titre: *Les Destins changeants de Martin Heidegger. Catholicisme, révolution, nazisme (1889-2014)*.

André Reszler

Historien, né à Budapest, il a enseigné la littérature comparée et l'histoire européenne de 1968 à 1975 à l'université d'Indiana (Bloomington) et, à partir de cette date jusqu'à sa retraite en 1998, l'histoire des idées et de la culture européenne à l'Institut universitaire d'études européennes où il a succédé à

Denis de Rougemont. Depuis 1998, il est professeur honoraire à la faculté des Lettres de l'université de Genève. À plusieurs reprises, il a été invité à l'université de Montréal et à l'Institut d'études germaniques de Strasbourg. Fondateur de la revue *Cadmos*, il en est le rédacteur en chef de 1977 à 1983. Parmi ses publications, traduites en plusieurs langues : *L'Esthétique anarchiste*, Paris, PUF, 1973 ; *Mythes politiques modernes*, Paris, PUF, 1981 ; *Le Génie de l'Autriche-Hongrie*, Genève, Georg, 1991 ; *Le Pluralisme, aspects historiques et théoriques des sociétés pluralistes*, Paris, La Table Ronde, 2002 ; et *Les Nouvelles Athènes, histoire d'un mythe culturel européen*, Gollion, Infolio, 2004.

Christophe Réveillard

356 Christophe Réveillard est responsable de recherches au Centre Roland Mousnier (UMR 8596) et professeur module européen Jean Monnet (Commission européenne, Programmes et coopération internationale). Docteur en histoire (université Paris-Sorbonne) et diplômé en droit international public (université Paris-Sud), il est secrétaire-général-adjoint du Comité français des sciences historiques et membre de l'Institut international d'études européennes A. Rosmini. Il a notamment publié le *Dictionnaire historique et juridique de l'Europe* (Paris, PUF, 2013) ; *Métiers et statuts sociaux. Les représentations* (Paris, Éditions du CTHS, 2012) ; *La Construction européenne* (Paris, Ellipses, 2012) ; *La Guerre civile perpétuelle. Aux origines modernes de la dissociété* (Perpignan, Artège, 2012) ; (dir.) « Fatalités européennes », *Géostratégiques*, n° spécial, 2012-1 ; *La Culture du refus de l'ennemi. Modérantisme et religion en Europe au seuil du XXI^e siècle* (Limoges, Presses universitaires de Limoges, 2007) ; *Penser et construire l'Europe 1919-1992* (Paris, CNED/SEDES, 2007) ; *L'Américanisation de l'Europe occidentale au XX^e siècle. Mythe et réalité* (Paris, PUPS, 2002).

Benedikt Schoenborn

Senior Research Fellow au *Tampere Peace Research Institute* enseignant à l'université de Tampere, en Finlande. Parmi ses publications figurent les livres *Transatlantic Relations since 1945: an Introduction* (avec Jussi Hanhimäki et Barbara Zanchetta), London, Routledge, 2012, et *La Mécontente apprivoisée: de Gaulle et les Allemands, 1963-1969*, Paris, PUF, 2007 (Prix Duroselle).

Ana-Maria Stan

Docteur en histoire, Ana-Maria travaille comme chercheur à l'université Babeş-Bolyai de Cluj-Napoca (Roumanie). Elle est responsable du Musée historique de l'université. Ancienne boursière de l'Agence universitaire de la francophonie (2002-2004). Sa thèse, soutenue en 2005 et publiée en 2006 (édition roumaine) et en 2007 (édition française), porte sur les relations franco-

roumaines à l'époque du régime de Vichy. Auteur de quelques livres et d'une vingtaine d'articles sur l'histoire du xx^e siècle, ciblant les rapports culturels et la collaboration scientifique et académique entre la France et la Roumanie de 1918 à 1945, ainsi que l'histoire de l'enseignement supérieur roumain pendant l'entre-deux-guerres. En 2012, elle a édité le journal de Jacqueline Jeannel – *Ma Roumanie/România mea*, Cluj-Napoca, Centrul de Studii Transilvane, Academia Română.

TABLE DES MATIÈRES

introduction. Jean-Paul Bled, historien des mondes germaniques en Sorbonne.....	7
Rainer Hudemann.....	7

PREMIÈRE PARTIE

LE VIENNOIS :

DE L'AUTRICHE DES HABSBOURG AUX BALKANS DES NATIONS

L'AUTRICHE-HONGRIE ET LES BALKANS TRAVAILLÉS PAR LES NATIONALISMES AU XIX^e SIÈCLE

L'idée slave et les Croates au XIX ^e siècle	
Edi Miloš.....	17
Un grand acteur oublié de la scène autrichienne :	
Le comte Anton von Prokesch-Osten	
André Reszler.....	27
La Bosnie-Herzégovine entre l'Autriche et la Hongrie (1878-1914)	
Philippe Gelez.....	35
L'action politique de l'Autriche-Hongrie chez les Albanais dans le <i>Vilayet</i> du Kosovo (Une analyse française de 1902)	
Dušan T. Bataković.....	47
Les officiers-conjurés serbes: 1903-1914. Programme et convictions politiques	
Vojislav Pavlović.....	63
Montenegro and the Central Powers 1915-16	
Lothar Höbelt.....	79

INFLUENCES DIPLOMATIQUES, CULTURES ET MÉMOIRE DANS UN ESPACE EN RECOMPOSITION AU XX^e SIÈCLE

Le général Paul Venel (1864-1920) et Le rôle de la France dans le rattachement du Monténégro au royaume des Serbes, Croates et Slovènes	
Jean-Noël Grandhomme.....	97

Les répertoires français, allemand et autrichien sur les grandes scènes roumaines. Le cosmopolitisme d'une culture nationale (1919-1940) Georgiana Medrea.....	117
Aspects de la Résistance française en Roumanie après 1940. Diplomates, enseignants et écrivains Ana-Maria Stan.....	131
François-Joseph en Hongrie : un lieu de mémoire ? Catherine Horel.....	145

SECONDE PARTIE

L'ALLEMAGNE DE JEAN-PAUL BLED :

DE LA CONFÉDÉRATION GERMANIQUE À LA RÉPUBLIQUE DE BERLIN

360

L'ALLEMAGNE FACE AU CONCERT EUROPÉEN (1815-1918)

Naissance de la germanophobie française ? L'opinion publique et la crise de 1840 Renaud Meltz.....	163
Bismarck et l'Europe, De la mission Alvensleben à la mission Radowitz Stéphanie Burgaud.....	187
Un génie de la prévision : Jacques Bainville dans <i>Les Conséquences politiques de la paix</i> Zoltan Bécsi.....	203
L'Allemagne de Martin Heidegger, ou le patriotisme d'un philosophe apolitique (1889-1933) Guillaume Payen.....	215
Du poids de l'intérêt matériel dans l'adhésion au nazisme. Réflexions autour des thèses de Götz Aly, à travers le cas de la politique d'aide sociale de la SS David Gallo.....	223
Julius Berger (1862-1943) : un entrepreneur allemand et la France Dominique Barjot.....	239

L'ALLEMAGNE ET LA FRANCE APRÈS LA SECONDE GUERRE MONDIALE

La RFA et les premières communautés européennes Christophe Réveillard.....	265
L'Allemagne et de Gaulle : l'approche de Willy Brandt Benedikt Schoenborn.....	283
Les partis politiques au défi de « 68 » en RFA et en France Mathieu Dubois.....	297

Cartes.....	311
Entretien avec Jean-Paul Bled.....	319
Portrait de Jean-Paul Bled par Emmanuel Leroy Ladurie.....	335
Bibliographie de Jean-Paul Bled.....	339
Directions de thèse.....	349
Présentation des auteurs.....	351
Table des matières.....	359


Totaeptur magnim quaerum ad mod qui desedi ducipsam ipsam, omnima sam is exped que volupta prerest hicil iminctur audam, con explignias doluptis reptam, oditem int doloren esequia con non prat.

Qui alit ut vercim re, illacernatem que et, con cum, solorumet la sanda il minctius.

Untesectis ipsuntion re re, volorro vidus, quosti resequid excerunt ipid utest adi doluptatur, nimpos atur, ut ommossitat.

Aquam, sitat aperum et ad est, sime vento ident fuga. Et enda nullace ratiis vid quibusa pore, omnia quatia doluptat lam, autempore quati blab ium elestion placerum con comnimus autetur sende nestota qui qui ilia volupta tionseq uidigni hillorro enis dicimax imaxim repra quae natistisit ullit alit alia commolo rporrov itiore labo. Itasimust, unt que dolorates dis iurem imus, quideri intions enitatur? Liatest ut at eatatataie delliqui conesedis ut omnitatur solorem santiberum lic tem res eatatur rem velesseque lique odis doluptatis ute con reic totaspel modit quidit doluptae quis anditas incta cum venihic aboriae des am, inverunt faccum quis volenihita dem et exceatus et accus, nit vererup tateporem quia ilitatur as aut am sapedigenem est, ipitate quiae pa sum et, samet porropore dolorio reprempos sit andi rector, alique quatem facest eum esedi ut lab ium sa simagnit, quam estruntem is expernam quibusandae dolutatiam dem exceper iorrovid modia nonsedit discium lam nestiis quatus molupiti as dolupta cullupti ullest aut molor alignimus es untis qui blabor aceatur ad ea voluptieni occullaci soluptatur sam

Illustration : J.M.W. Turner, *L'Inauguration du Walhalla* (détail), huile sur acajou, 1842, Londres, Tate Gallery © akg-images/Erich Lessing

ISBN 978-2-84050-997-4		SODIS F387918	
9 782840 509974			